

Délibération n°2024_10_10_5

Objet : SPL TaM - Rapport annuel des représentants de la collectivité - Exercice 2023

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 10 OCTOBRE 2024

L'an deux mille vingt quatre, le dix octobre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 4 octobre 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 17

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Colette MORETEAU pouvoir à Romain CASAS-MATEU - Francine BOYER pouvoir à Jean-Marc LEÏENDECKERS - Pascale MARCHAL pouvoir à Françoise BERTOUY - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absents :

Olivier BOUDET - Fabrice IRANZO - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

La commune de Pérols est actionnaire de la Société Publique Locale TaM à hauteur de 0.29%.

Lors de sa séance du 26 septembre 2023, le Conseil d'Administration a décidé la mise en conformité des statuts pour tenir compte de l'intégration de la Commune de Pérols au capital social de la société.

Le Conseil d'administration est composé comme suit :

Actionnaires représentés au Conseil d'administration	Nombre de sièges au Conseil d'administration
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	5
VILLE DE MONTPELLIER	2
COMMUNE DE PEROLS	1
TOTAL	8

L'assemblée générale de la TaM a décidé le 25 octobre 2023 d'une augmentation de son capital social à hauteur de 11 000 000,00 € (+ 88 000 actions) pour le porter à hauteur de 15 286 000,00 €.

Par un bulletin signé le 27 octobre 2023, la commune de PEROLS a souscrit 256 nouvelles actions pour trente deux mille euros (32 000,00 €) ce qui porte sa participation au capital de la SPL TaM à 44 500,00 € (356 actions).

Concernant le rapport financier il est à noter, par rapport à 2022, que les principaux soldes intermédiaires de gestion sont en amélioration :

€	2023	2022
EBE	-2 536 282	-10 489 598
Résultat d'exploitation	-5 660 024	-11 839 127
Résultat courant avant IS	-5 423 523	-12 221 428
Résultat exceptionnel	4 179 257	3 489 415
RESULTAT DE L'EXERCICE	-1 244 266	-8 732 013

EBE = excédent brut d'exploitation
IS = Impôt sur les sociétés

Parmi les faits caractéristiques relatifs à Pérols, il est à noter l'expérimentation du stationnement payant sur le parking Georges Brassens mise en oeuvre jusqu'au 31 décembre 2024, sur un périmètre restreint de 40 places.

Pour information, le rapport d'activité de la SPL TaM pour l'exercice 2023 a été transmis aux élus par mail le 20 septembre 2024.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver le rapport de la SPL TaM pour l'exercice 2023, tel qu'il a été joint aux conseillers municipaux.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 23
Contre : 0
Abstention : 0
Ne prend pas part au vote : 0

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 034-213401987-20241010-2024_10_10_5-DE

S²LO

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 11 octobre 2024

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.